

# Congrès 2008

Thoune, 30 et 31 octobre



■ Schweizer Syndikat Medienschaffender ■ Syndicat suisse des massmedia ■ Sindacato svizzero dei mass media ■ Sindicat svizzer dils mediums da massa

## Résolution

### **Pas d'aide aux banques sans conditions strictes !**

Le scandale qui secoue actuellement les marchés boursiers et financiers dépasse l'imagination et frappe de plein fouet le paradis bancaire suisse. Ce sont donc les contribuables que nous sommes qui vont devoir voler au secours de l'UBS en lui accordant une aide de 68 milliards de francs. Ainsi en a décidé le Conseil fédéral, sans concertation, sans consultation du Parlement, pour éviter la faillite de l'UBS et les dégâts économiques imprévisibles que celle-ci pourrait provoquer en Suisse.

La cupidité sans bornes des investisseurs financiers a fait partir en fumée des milliers de milliards de francs et conduit l'économie au bord d'une crise mondiale, mettant en danger nos économies, nos rentes et nos emplois.

Cette dépense publique sans précédent, le Conseil fédéral ne l'a assortie d'aucune condition claire. Il récompense ainsi les arnaques des banquiers au lieu d'y mettre le holà. C'est donc au Parlement de lier immédiatement ce soutien à l'UBS à des conditions strictes :

- Conversion en actions du prêt direct de la Confédération à l'UBS
- Défense des intérêts de la population au sein du conseil d'administration de l'UBS
- Interdiction de payer des bonus aux cadres de l'UBS
- Interdiction de toutes les opérations bancaires à haut risque et fortement spéculatives
- Systèmes salariaux imposés par loi, transparents et justes, sans incitation à l'arnaque
- Garantie du pouvoir d'achat par des programmes d'impulsion, des augmentations de salaires et la limitation des hausses des prix de l'électricité, des primes de caisses maladie etc.
- Promotion d'un programme industriel en faveur du développement durable
- Suppression du lien entre les caisses de pension et le capitalisme financier par de nouvelles directives d'investissement. Les membres des conseils de fondation peuvent immédiatement intervenir dans ce sens.

Le SSM invite les parlementaires à assumer leur responsabilité à l'égard de la population suisse et à lier l'aide à l'UBS à ces revendications concrètes.

03.11.2008